



La pratique répugnante des vases communicants

Quels sont les vrais bénéficiaires de la guerre ?

Les profiteurs de guerre dépendent essentiellement de contrats gouvernementaux. Que serait Lockheed Martin sans ses contrats avec le Pentagone ? En même temps, les gouvernements ont besoin d'excuses pour dépenser de telles sommes d'où la « guerre au terrorisme », la « sécurité nationale », les « forces de pacification » etc.

Puisque les profiteurs de guerre dépendent de contrats gouvernementaux, ils doivent pouvoir influencer ces gouvernements. D'année en année, ils se sont placés de manière à obtenir un pouvoir politique immense au sein des gouvernements, et ils apprécient une proximité avec les preneurs de décisions dont le citoyen lambda ne peut que rêver.

Pour vendre leurs produits, les profiteurs de guerre doivent posséder l'information et l'accès aux différents centres de décision. Comment font-ils ? Via la politique des vases communicants et un lobbying forcé.

Le terme « vases communicants » renvoie aux mouvements d'employés passant du gouvernement aux entreprises. Des généraux à la retraite ou des membres des ministères de la Défense se retrouvent en bonne place dans l'industrie va-t-en-guerre. En passant du côté des fournisseurs de la « défense », ils emportent leurs contacts et les informations servant à obtenir de précieux contrats. Les vases communicants fonctionnent aussi dans l'autre sens : d'anciens gros bonnets, de l'industrie qui fait son beurre avec la guerre, rejoignent les ministères de la Défense ou d'autres centres décisionnaires quant aux contrats militaires. Là, ils sont en bonne place pour favoriser une entreprise pour l'obtention de contrats.

Les exemples de vases communicants sont

nombreux, Dick Cheney en est le plus célèbre, devenant successivement ministre de la Défense, PDG de Halliburton puis Vice-président des États-Unis. Mais il n'est pas le seul ! Rien que pour le Royaume-Uni, voici deux autres exemples : Julian Scopes, le lobbyiste le plus haut placé de BAE Systems fut précédemment haut fonctionnaire au ministère de la Défense. Il a été signalé que Scopes a gardé son pass lui ouvrant toutes les zones du ministère, lui permettant ainsi d'accéder facilement à des informations confidentielles. BAE n'a ni confirmé, ni infirmé si d'autres cadres supérieurs ont des entrées similaires. Quant à Lord Inge, chef d'État Major de 1994 à 1997, il est devenu président d'honneur de Aegis Defence Services.

Un lobbying intense se met en place dès lors que les entreprises ont un rôle officiel dans l'élaboration des politiques et pour les décisions relatives aux contrats.

Jetons un oeil sur l'Union européenne pour en comprendre le fonctionnement. Pendant de longues années, l'industrie de l'armement a fait tout son possible pour influencer ceux et celles qui prennent les décisions à Bruxelles, faisant la promotion du concept « une industrie militaire puissante pour une Europe militaire puissante ». Le groupe de travail de la Convention européenne consacré à la défense en vue d'élaborer le texte constitutionnel a invité un certain nombre « d'experts » à se prononcer sur le contenu du Traité. Trois des treize experts représentaient les intérêts de l'industrie de l'armement : Corrado Antonini, Président du Groupe européen des industries de défense, Anthony Parry de BAE Systems et Jean-Louis Gergorin de



Photo de Scott Schaeffer

EADS.

Le message d'une industrie européenne de l'armement forte pour une Europe militaire puissante était bien présent.

Une situation semblable existe aux États-Unis avec la Commission de la politique de défense qui fut créée en 1985. Elle comprend plus de trente représentants des fournisseurs de technologie et de l'industrie militaire. La Commission de la politique de défense se réunit quatre fois par an pour conseiller le Secrétaire d'État à la défense sur les systèmes d'armement à acheter, sur les pays qui sont une « menace », ceux pour qui une frappe préventive est nécessaire et ceux devant être occupés. Par exemple, la Commission de la politique de défense comprenait en 2006 Jack Sheehan, qui était dans les Marines américains, puis général à l'OTAN, Commandant suprême des forces alliées en Europe et qui a quitté l'armée pour devenir premier vice-président de Bechtel. Bechtel est l'un des principaux fournisseurs mondiaux détenant l'un des plus gros contrats pour la reconstruction en Irak.

Dans nombre de pays, les profiteurs de guerre peuvent légalement financer de manière importante les candidats aux élections politiques, en attente d'un retour au moment du vote relatif aux systèmes

Éditorial

Lors de la conférence internationale de l'Internationale des RésistantEs à la Guerre, "Mondialiser la Nonviolence", un groupe thématique a travaillé sur les profiteurs de guerre. Ce groupe thématique a été une étape essentielle dans le développement de l'initiative mondiale de l'IRG contre les profiteurs de guerre. Le contenu de ce bulletin provient majoritairement du travail fourni cette semaine-là. Nous avons alors appris de différentes organisations faisant déjà campagne contre les profiteurs de guerre. Nous nous sommes entenduEs, comme moyen d'atteindre les profiteurs de guerre, sur la nécessité de travailler à la suppression du pouvoir d'influence sur les politiques gouvernementales qu'ont ces entreprises pour obtenir des contrats. Le premier article de ce Fusil Brisé décrit comment les entreprises influencent les gouvernements et les corps décisionnaires quant aux politiques et dépenses militaires d'une part, et ce que nous pouvons faire pour les arrêter d'autre part. La dernière semaine d'août, une rencontre en Colombie organisée par la Red Juvenil de Medellín sur les initiatives antimilitaristes et l'intervention militaire se penche sur le rôle que ces entreprises ont dans la région. Un article par les organisateurs/trices de cette rencontre révèle combien en Colombie ces entreprises ont les mains sales. Fin septembre, une conférence de militantEs travaillant à la campagne Stop the Merchants of Death, organisée par la War Resisters' League se tiendra aux USA, à Minneapolis. En étudiant la campagne contre Honeywell, basée à Minneapolis, nous voyons quelle efficacité peuvent avoir des campagnes nonviolentes contre les profiteurs de guerre. Je vous encourage à lire cet exemplaire tout en réfléchissant au moyen de vous impliquer dans la campagne.

Javier Gárate

suite de la page 1

d'armement. Il y a aussi, bien sûr, des dessous-de-table. Aux États-Unis de nombreuses instances au Congrès peuvent voter des contrats qui n'ont même pas été demandés par le Pentagone, mais l'industrie militaire a un « bon ami » au Congrès qui a su faire passer des contrats.

Les producteurs d'armement sont devenus si puissants qu'ils peuvent signifier leurs désirs au gouvernement. BAE Systems (auparavant British Aerospace) a indiqué au gouvernement britannique qu'en absence de contrats en leur faveur, ils s'exileraient aux États-Unis. D'après le ministère de la Défense américain, BAE Systems (le « British » a disparu pour être plus international) est devenu le septième fournisseur du Pentagone en 2005.

Les entreprises disent laisser les décisions éthiques au gouvernement, ne faisant que « leur devoir patriotique » en répondant aux besoins de celui-ci.

Que pouvons-nous faire ?

Une étape importante pour arrêter les profiteurs de guerre et de réduire à néant l'énorme influence qu'ils ont sur les dépenses gouvernementales en armement.

Comment y parvenir ? La puissance des profiteurs de guerre semble si écrasante, plus importante que celle des puissances gouvernementales à qui ils vendent.

Une stratégie habituelle contre l'entreprise, le boycott, est difficile avec les profiteurs de guerre car les principales compagnies n'ont pas de production civile. Celles qui en ont – avions, travaux publics – ne produisent pas des biens de consommation mais des biens achetés par des compagnies ou des collectivités.

Ann Feltham de Campaign Against the Arms Trade a suggéré de les « prendre par la bordure », et nous avons discuté nombre de ces stratégies au groupe thématique sur les profiteurs de guerre à la conférence internationale de l'IRG : Mondialiser la Nonviolence.

Suivre de près les entreprises, les comités et commissions politiques auxquels elles participent. La visibilité est leur

vulnérabilité. Les désigner comme étant des profiteurs de guerre. Décrire les effets de leurs armes, les violations des droits de l'homme perpétrées dans les pays acheteurs.

Informers les contribuables sur l'utilisation de leurs impôts pour financer les profiteurs de guerre.

Exposer la corruption ayant cours dans la sphère des profiteurs de guerre. Les cas sont nombreux et doivent être connus du grand public. Cela peut se faire de manière à la fois créative et spectaculaire.

Mettre la pression sur les gouvernements pour que ces entreprises soient contrôlées, en demandant à ces sociétés de rendre des comptes et d'être transparentes. Les profiteurs de guerre ne peuvent pas se conformer à ces critères.

Se pencher sur le rôle des banques et agences de crédit qui soutiennent et subventionnent l'industrie va-t-en-guerre par des prêts et des garanties, supprimant les risques inhérents à la vente tant pour l'industriel que pour le pays acheteur. Que pensent les contribuables et les épargnants de l'utilisation de leur argent pour la production d'armement ?

Les organisations et les individus peuvent acheter des actions de ces entreprises. Les actionnaires peuvent mettre la pression sur les compagnies au travers de résolution d'actionnaires lors des assemblées générales annuelles.

On peut aussi encourager les fonds de pensions, les universités et les collectivités à désinvestir des entreprises qui font leur beurre avec la guerre (pas seulement les fabricants d'armes mais tous les profiteurs de guerre).

Pour contrer efficacement les profiteurs de guerre, nos campagnes devront cibler les différents maillons de la chaîne permettant aux entreprises d'obtenir des contrats militaires. Pour cela, il nous faut coordonner les groupes luttant contre le commerce des armes, contre les institutions financières et les agences de crédit à l'exportation soutenant les ventes d'armes et les mouvements plus larges, nonviolents et antimilitaristes.

Javier Gárate et Joanne Sheehan

Un pas vers la mondialisation de la nonviolence

La 24ème conférence de l'Internationale des RésistantEs à la Guerre

Du 23 au 27 Juillet, la 24ème conférence de l'IRG s'est tenue à Eringerfeld en Allemagne avec pour thématique, la « Mondialisation de la nonviolence ». La participation fut assurément plus internationale que toutes les conférences récentes de l'IRG avec plus de 200 participantEs de plus de 30 pays de tous les continents (l'Antarctique exceptée). La participation africaine à cette conférence de l'IRG fut particulièrement importante, de même que celles des groupes latino-américains de l'IRG. Cependant, les règles allemandes relatives aux visas ont empêché la somalienne Samiira Jama-Ebli d'intervenir à la conférence, le consulat allemand d'Addis-Abeba lui ayant refusé son visa. D'autres participants du Nigéria, du Mali, et du Sénégal n'ont pas pu participer à cause de problèmes de visas.

Les objectifs déclarés de la conférence étaient :

rendre la nonviolence plus présente dans le mouvement planétaire des résistances à la guerre et à la domination économique, adapter l'analyse nonviolente et la stratégie aux menaces d'aujourd'hui, et consolider et raviver notre réseau mondial, antimilitariste et nonviolent.

On peut se demander si tous ces objectifs -très élevés- étaient possible à atteindre, mais la conférence fut assurément une étape dans cette direction, qui a contribué à la compréhension de ces problématiques par l'IRG.

Un temps fort de la conférence fut assurément la plénière sur l'Israël et la Palestine avec Dorothy Naor de l'organisation israélienne New Profile, Sheerin Al-Ajab de Palestine, et Angie Zelter de l'International Women's Peace Service - Palestine

Stellan Vinthage via son introduction à une stratégie nonviolente pour le mouvement mondial pour la paix et la justice -montrant le manque de stratégie et les fossés entre les différentes analyses nonviolentes- a provoqué le débat. Et la discussion entre l'indien Jai Sen et Joanne Sheehan, l'ancienne présidente de l'IRG sur les relations entre le mouvement altermondialiste et le mouvement anti-guerre a mis en exergue une diversité des avis quant au Forum Social Mondial et les problèmes de fonctionnement au sein du FSM (lire également le compte-rendu sur le Forum Social Alternatif dans le Fusil Brisé n°69).

Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions mais de nombreux contacts ont été établis et il était impressionnant d'observer comment touTEs pouvaient discuter de mondialisation et de nonviolence de manière constructive malgré des bagages -politiques et culturels- très différents. Toutefois, des actions concrètes ont été décidées à la conférence :

Un communiqué sur la situation Israélo-libanaise a été émis par la réunion du conseil de l'IRG. Ce communiqué existe, à ce jour, en anglais, en allemand, en hébreu, en espagnol, en français, en flamand et en turque. Il peut être téléchargé à partir de <http://wri-irg.org>.

Un effort concerté pour que l'IRG soit présente et en vue lors du Forum Social Mondial de janvier 2007 au Kenya, avec des séminaires promouvant la nonviolence et l'antimilitarisme. Pour se joindre à cet effort, merci de contacter le siège de l'IRG : info@wri-irg.org.

Un nouveau groupe de travail/réseau interne de l'IRG sur les interventions militaires ou les résistances à ces interventions a été créé pour se consacrer à des actions en Europe. Merci de contacter Hans Lammerant du Forum voor Vredesactie pour participer (hans@vredesactie.be).

L'initiative mondiale contre les profiteurs de guerre

Compte-rendu du groupe thématique de "Mondialiser la nonviolence"

Au cours de la Conférence internationale de l'IRG "Mondialiser la nonviolence", un groupe thématique avait pour sujet les entreprises profitant de la guerre. Nous réunissant chaque jour de la conférence, nous avons pu étudier des profiteurs de guerre, des campagnes s'y opposant et nous avons pu chercher les moyens pour l'initiative mondiale de l'IRG contre les profiteurs de guerre d'aider les groupes à cette tâche importante.

Le groupe thématique avait pour objectifs :

- *Apprendre de groupes travaillant sur le sujet.

- *Créer des liens entre les groupes travaillant déjà contre les profiteurs de guerre et les groupes ou individus novices en la matière.

- *Identifier le rôle que l'IRG peut jouer en faisant campagne contre les profiteurs de guerre au niveau international.

- *Identifier des stratégies.

- *Arriver à des idées concrètes pour les efforts à venir.

Nous avons commencé en décrivant les profiteurs de guerre et en analysant les possibilités pour les arrêter. Ann Feltham de Campaign Against Arms Trade (GB) nous a parlé du commerce des armes, nous expliquant qu'elles sont de deux types : les armes légères d'une part, et les systèmes majeurs d'armement d'autre part. Elle s'est concentrée sur les grosses entreprises qui produisent les plus importants systèmes d'armement et les composants de haute technologie. Malgré leur potentiel légal important, peu de ces armes sont utilisées. Mais, même sans être utilisées au combat, elles soutiennent moralement ceux et celles qui enfreignent les droits de l'homme, elles affectent les économies et l'environnement, elles aident à perpétuer le mythe du militaire. De telles armes sont achetées par tout gouvernement ayant de l'argent.

Le militant français Tikiri a expliqué l'externalisation du militaire ou comment des sociétés privées font de l'argent en fournissant aux armées des services auparavant effectués en interne. Ces services peuvent être divisés en trois catégories :

- 1) les services généraux tels la blanchisserie, la restauration et le transport, fournis par des entreprises comme Sodexo ou Serco.

- 2) Les technologies de l'information apportées entre autres par des fabricants d'armes comme Lockheed-Martin et Northrup Grumman.

- 3) Les sociétés militaires privées qui fournissent des spécialistes de sécurité et des mercenaires issus des élites militaires parmi lesquelles on trouve Blackwater Security ou CACI.



La reconstruction est une autre forme plus récente de profits tirés de la guerre. Une présentation de Simon Harak de la campagne "Arrêtons les marchands de morts" de la War Resisters League aux États Unis nous a expliqué comment des sociétés telles Bechtel et Halliburton engendrent d'énormes bénéfices sur les contrats de "reconstruction" de l'Irak après la destruction du pays par les bombes d'autres profiteurs de guerre.

Mich Crols de Forum voor Vredesactie, Jan Capelle de Proyecto Gato et Marijn Paperkamp de Campagne tegen Wapenhandel nous ont parlé de leur travail sur les institutions financières privées et les agences de crédit à l'exportation impliquées dans les commerce des armes. Les banques investissent dans l'industrie militaire ou la soutiennent par le biais de crédits/garanties pour les transactions. Les Agences de Crédit à l'Exportation (ECA) sont des agences publiques ou semi-publiques financées par les gouvernements pour fournir des garanties financières aux exportations des entreprises, dont les ventes d'armes. Elles sont la principale source de soutien par le contribuable aux sociétés privées cherchant à transférer au public les risques financiers de leur commerce avec les pays du sud ou d'Europe de l'Est.

Les intervenants nous ont tous indiqué comment les "vases communicants" sont un facteur-clé pour les profiteurs de guerre, pour aider les entreprises à engranger des bénéfices encore plus importants auprès des gouvernements. Les preneurs de décision quant aux contrats d'armement sont primordiaux pour les sociétés intéressées par ces transactions.

Différentes études de cas nous ont été présentées pour nous aider à comprendre quelles sont les bonnes stratégies pour lutter contre les profiteurs de guerre. Il a été question de la campagne contre DESO en Grande Bretagne, cette organisation promeut les exportations d'armes et influe le gouvernement en faveur de ces exportations. "Mon argent. Sans

scrupules ?" est une campagne belge mettant la pression sur les banques pour qu'elles désinvestissent des fabricants d'armes. Une première étape a été de retirer leurs investissements des fabricants d'armes controversés. Les campagnes contre les agences de crédit à l'exportation au Pays-Bas et en Belgique : l'objectif principal de ces campagnes est de mettre fin au soutien financier envers les exportations d'armes, ce qui rendrait quasi-impossible l'exportation des systèmes d'armement complexes et coûteux vers les pays en voie de développement.

Nous avons aussi étudié le projet Honeywell, une campagne nonviolente contre une entreprise fabricant des bombes à fragmentation utilisées au Vietnam.

Ces différentes études de cas nous ont appris qu'une campagne réussie combine des objectifs clairs, une bonne recherche sur les entreprises et une compréhension de la situation avec une diversité des tactiques. Il est important de se concentrer sur la nature destructrice des armes et de rendre visible comment ces entreprises conduisent leurs affaires (ex : influences internes, corruptions, profits excessifs sur le dos du contribuable), afin de remettre en question leur réputation d'entreprises "responsables". Les campagnes doivent permettre aux gens de rejoindre les efforts organisés pour la suppression du pouvoir de ces entreprises.

Nous nous sommes mis d'accord lors de ce groupe thématique sur le rôle nécessaire de l'IRG pour la coordination et l'échange de l'information sur les activités des différents groupes, et pour la promotion de leur travail auprès du plus large réseau antimilitariste et nonviolent. L'IRG doit fournir des moyens telles les études de cas pour aider les groupes à développer des stratégies pour une campagne nonviolente. Pour qu'une initiative contre les profiteurs de guerre soit réussie, l'IRG doit connaître l'aide que nous pouvons apporter à vos campagnes. Que vous y travaillez déjà ou que vous souhaitez commencer à déployer des efforts contre les profiteurs de guerre, merci de nous contacter !

Joanne Sheehan et Javier Gárate
co-référentEs du groupe
thématique sur les profiteurs de
guerre

La Colombie et les Contribuer à montrer

Derrière l'expression "profiteurs" se pose la question de l'identité de ceux et celles pour qui la guerre est un trafic ainsi que leurs motivations et objectifs.

Les profiteurs de guerre ne sont pas seulement ceux qui profitent du commerce des armes. Nous les retrouvons également parmi celles et ceux qui poussent à la guerre et qui élaborent une stratégie réfléchie pour en tirer des bénéfices. Parmi les profiteurs de guerre, nous pouvons inclure :

- Les grosses sociétés privées

Nous faisons ici référence aux sociétés multinationales et transnationales ayant besoin de contrôler nos ressources naturelles et nos territoires pour soutenir leurs projets d'hégémonie et pour empêcher l'amélioration de relations politico-économiques solidaires, lesquelles permettraient un développement réel des pays latino-américains.

Elles sont aussi des profiteurs de guerre parce que leurs stratégies d'entreprise se basent sur l'aggravation du conflit armé et le renforcement des acteurs militaires et paramilitaires dans le but d'imposer des mégaprojets qui leur permettent de s'approprier notre pays.

Ci-dessous quelques entreprises tirant profit de notre pays :

Entreprise	Mégaprojet
- Coca-cola	Barrage hydroélectrique dans le massif colombien
- Nestlé	Élevage et production laitière dans la Cauca, la Caquetá et les vallées de Putumayo
- Amoco, Texaco, Exxon	Gazoduc traversant la Colombie, le Venezuela et Panama
- Drummond	Exploitation de méthane et de charbon à La Loma, Magdalena
- Monsanto	Ressources en eau de la Vega, dans la Cauca (près de la triple-frontière d'Amazonie)

Sous couvert de mondialisation, ces multinationales achètent les compagnies publiques locales, font main basse sur le pétrole, l'eau, l'oxygène, le nickel, la leucite, le plutonium et le mercure (ces quatre derniers sont utilisés dans l'industrie de l'armement).

Ces mégaprojets ont, entre autres, pour conséquence l'expropriation des terres appartenant à la population locale, l'exploitation de la main-d'oeuvre locale, et l'aggravation du conflit car ces projets renforcent les causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité.

- Les institutions financières contribuent à la guerre de deux manières : par les prêts concédés pour des investisseurs dans la guerre d'une part, et via l'accumulation dévastatrice de richesse qui accroissent encore les causes structurelles de la pauvreté en

Colombie d'autre part. 21,9 millions de gens soit 49,2% de la population colombienne vivent sous le seuil de la pauvreté, 6,6 % de la population (14,7 % pour les indigènes) vivent dans la pauvreté extrême. On peut citer les banques Santander et BBVA qui sont aujourd'hui leaders sur le marché du prêt immobilier et parmi les plus importantes institutions financières en Colombie. Ces compagnies sont actionnaires au niveau international de l'industrie européenne de l'armement et prêtent à des investisseurs de cette industrie.

- Les États :

Les puissances mondiales : via des interventions politiques, économiques et militaires dans d'autres pays, les grandes puissances mondiales cherchent à contrôler les richesses et les territoires de régions moins puissantes. C'est le cas des États-Unis qui investissent plus de \$350 millions de dollars annuels dans la guerre en Colombie. De plus, des organisations multilatérales tels la Banque mondiale, le FMI, la Banque de développement interaméricaine et l'OMC prêtent de l'argent aux pays en voie de développement, augmentant la dette interne et externe, et leur imposant comme condition d'adapter leurs économies au modèle économique néolibéral.

Les pays du tiers-monde, à travers des politiques de défense et de sécurité nationale, renforcent le conflit. L'ordre public est maintenu aux dépens des droits fondamentaux. S'est ajoutée au début des années 90, l'ouverture du marché via des politiques néolibérales comme instituées par le consensus de Washington qui prouvent l'affaiblissement de l'État providence, lequel doit céder face à des sociétés privées, des multinationales et plus généralement face au grand corporatisme de la privatisation du social et de la santé.

Il y a aussi la création et la maintenance de structures paramilitaires que ce soit une politique étatique -le cas colombien- ou en concertation avec les intérêts privés mondiaux.

La spéculation sur la guerre en Colombie revêt entre autres les formes suivantes :

- Le projet présidentiel à présidence qui considère les droits comme étant des services.
- La mafia qui infiltre les structures militaires à travers le trafic de drogue et les liens avec les groupes paramilitaires. Résultat de la prolifération des acteurs armés : les possibilités d'être embauchéE en Colombie dans un emploi sans relation ni avec la militarisation ni avec la guerre sont très réduites.
- Les gouvernements colombiens et américains, via le plan Colombia et le plan patriote qui luttent contre le narco-trafic mais cherchent aussi à éliminer la guérilla ? Cependant, cette guerre à la drogue s'attaque directement à la partie la plus faible de la chaîne : les cultivateurs de la coca, les producteurs de pâte de coca et la population civile qui subit l'utilisation d'herbicides toxiques mais pas aux vrais trafiquants : les propriétaires terriens et les politiques qui gèrent le marché et le transfert de la drogue.
- La politique de défense qui prime sur les droits fondamentaux en mettant l'accent sur l'augmentation des dépenses militaires au détriment de la santé, de l'éducation et des droits de l'homme.
- Le ministère de la défense ne se contente pas de peser lourdement sur le budget national, il possède son propre groupe de 21 entreprises dont se détachent Indumil (fabricant d'armes), l'Hôtel Tequendama, et l'université militaire. Ce groupe fonctionne comme un fond rotatoire dont les bénéfices sont investis dans la sécurité démocratique... Qu'advient-il de l'excédent ?
- Le ministère de l'intérieur avec le processus de retour à la vie

profiteurs de guerre qui "ils" sont

civile de 43000 soldats actuellement démobilisés. La stratégie de 'paix' prétend capter les énergies alors que les deux premières années du nouveau mandat d'Uribe renforce les forces armées et le discours de la guerre.

- Les sociétés de sécurité privées qui embauchent dans leurs officines des officiers démobilisés des forces paramilitaires les remettant dans les rails de la confrontation armée.

Et le gouvernement colombien montre une complaisance totale à l'égard des stratégies dessinées aux États-Unis pour garantir les objectifs de ces projets.

- Le plan Colombie : Cette stratégie militaire est réaffirmée dans le document d'octobre "la ley de la estampilla", et renforcée par l'Initiative Régionale Andine (IRA) qui met en concurrence les états à travers leurs structures militaires maintenant ainsi le cercle vicieux de l'économie guerrière.

- Le plan Patriot et l'IRA chechent à freiner le développement du CAN-3 (Equateur, Colombie et Vénézuéla), et à confirmer l'Amazonie comme mine de brevets biologiques.

- Les plans Houston, Puebla-Panamá, Bogotá qui promeuvent la culture et l'exploitation de plantations d'eucalyptus et l'intégration de la Colombie à l'économie mondiale via le canal inter-océanique de Chocó, la finition de l'autoroute Pan-Américaine dans la région de Darién, et le gazoduc traversant Panamá, la Colombie et le Vénézuéla.

- Les media

Les media jouent un rôle de commerçants de l'information changeant les faits relatifs à la guerre en Colombie en produit à négocier au profit des agences de communication. Outre sa partialité dans l'information soutenant les forces armées pour légitimer le statu quo, les media sont très inclinés à ancrer l'idée que toute opposition est une forme de terrorisme ou de rébellion. Les media vendent le projet de 'sécurité démocratique' du gouvernement, le processus de la démobilisation paramilitaire, l'essor des sociétés de sécurité privées et les investissements étrangers s'appropriation les ressources naturelles, sous un jour positif.

Concrètement, les media qui spéculent sur la guerre en Colombie sont :

RCN dont l'information partielle favorise les partis politiques et les individus qui soutiennent la guerre. Lors des récentes élections présidentielles, RCN n'a pas impulsé de débats entre les candidats et partis, préférant un prosélytisme politique en faveur du candidat des patrons. Ce n'est pas une coïncidence si ce groupe médiatique est contrôlé par le groupe Ardila Lule dont les intérêts sont totalement compatibles avec le projet du camp Uribe.

De manière générale, une série de programmes apportent leur soutien aux forces armées dont Radio Policia Nacional, l'émission de l'armée, des programmes télévisés sur la chaîne institutionnelle, l'émission 'Impacto' sur UNO, et la série documentaire 'Hommes d'Honneurs' qui cherche à créer un imaginaire positif des gens envers l'armée, pour que la société croie la militarisation comme étant le moyen de résoudre les conflits internes. Ces stratégies de communication utilisent des fonds publics tout en ayant une liberté de gestion pour la constitution d'un capital leur permettant d'étendre leurs programmes de militarisation sociale.



"Intervention géopolitique et exploitation en Colombie" - Foka

Enfin, la publicité de la sécurité et des forces armées : panneaux publicitaires, bannières, affiches... pour inspirer un sentiment de 'sécurité' à la population. Les grilles des rues périphériques aux casernes ou aux centres de commandements, les véhicules policiers et militaires occupent l'espace public en ville, générant ainsi une société du contrôle militaire sur le quotidien des centres urbains.

On en finit par conclure qu'être profiteur de guerre est plus facile et plus lucratif que d'être un acteur du conflit armé. Il apparaît aussi que les personnes faisant leur beurre avec la guerre sont souvent plus machiavéliques que les soldats eux-mêmes. Elles détiennent les ficelles du pouvoir et de la mort, mais ne se salissent pas les mains préférant déléguer à d'autres l'exécution des tueries.

FOKA. Action Collective pour l'Objection Fiscale

Le Projet

Étude de cas d'une campagne

La société Honeywell était basée à Minneapolis, Minnesota, USA. Honeywell produisait des bombes à fragmentation, formées de petites billes d'acier encastrées dans un obus en acier. Quand cette arme anti-personnelle explose, les balles d'acier se dispersent à 700 m/seconde. Honeywell fabrique aussi d'autres armes et des produits civils.

Plusieurs choses ont motivé les gens à se focaliser sur cette société. En 1967, le tribunal Bertrand Russel sur les crimes de guerre, qui se tenait à Stockholm, a condamné l'utilisation des bombes à fragmentation contre les civils vietnamiens. Le numéro d'octobre 1968 du Magazine Libération Slaughter Lynd écrit un éditorial appelant les gens à s'opposer aux firmes qui étaient impliquées dans la production d'armes, particulièrement celles impliquées dans la guerre du Vietnam.

En décembre 1968, des personnes de Minneapolis ont commencé le Projet Honeywell. Dès le début, ils étaient clairs quant à leurs buts :

- 1) Arrêter la recherche, le développement et la production des bombes à fragmentation et d'autres armes
- 2) Conversion à des activités pacifiques sans perte d'emploi

Il y a eu un engagement à la nonviolence dès le début. Les fondateurs avaient aussi une analyse de classe, pensant qu'il était important de faire pression sur les gens qui profitent, montrant que ce sont les décideurs et non les travailleurs. Marv Davidov, un des fondateurs, encourageait le groupe : « Ne le faisons pas tant que nous ne pouvons pas nous engager sur 5 ans ».

Ils et elles ont commencé par faire des recherches pendant 6 mois pour découvrir tout ce qui était possible. Ils et elles ont fait des plans des bureaux et des usines, rencontré les salariés, se sont concentré sur le mensonge selon lequel les bombes à fragmentation étaient utilisées contre les forces combattantes et pas contre les civils.

Dans l'esprit de la nonviolence, les organisateurs ont rencontré le président d'Honeywell, Jim Bengner, et une relation s'est formée avec Marv Davidov, le coordinateur du Projet Honeywell.

Le Projet Honeywell a commencé à distribuer des tracts sur les deux usines où étaient fabriquées les bombes à fragmentation.

En avril 1969, cinquante militantEs ont manifesté devant le lieu où se réunissait l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Honeywell, rendant visible la réalité horrible des bombes à fragmentation. 10 minutes de parole leur ont été données pendant la réunion, la réponse de la société a été : « le gouvernement vient vers nous, c'est notre devoir de citoyen ». C'est suite à action publique que des responsables syndicaux et des progressistes ont contacté le Projet.

Le Projet Honeywell a créé une organisation de 14 groupes locaux et régionaux. Les gens ont pris des actions pour aller aux réunions d'actionnaires. En avril 1970, le Projet Honeywell a organisé une manifestation de 3000 personnes à l'extérieur et à l'intérieur de la réunion annuelle des actionnaires de Honeywell, qui n'a de ce fait duré que 14 minutes. La presse nationale était là pour couvrir cette nouvelle stratégie du mouvement anti-guerre.

Des tournées de conférences ont suscité d'autres campagnes contre ces sociétés. En 1971, deux groupes nationaux sont

entrés dans la campagne pour l'arrêt de la production de bombes à fragmentation de Honeywell. Selon Marv Davidov, « nous étions organisés localement tout en ayant des résultats globaux ». L'organisation locale comprenait des étudiantEs manifestant contre les recruteurs de la firme sur les campus, et un professeur faisant une recherche sur les possibilités de reconversion pour des activités pacifiques.

La focalisation sur les bombes à fragmentation a provoqué la démission de plusieurs personnes qui travaillaient pour Honeywell. La firme est devenue plus sophistiquée, elle a produit un pamphlet de 4 pages répondant à chaque point que le Projet Honeywell soulevait, distribué à 100 000 salariés à travers le monde. Ils ont envoyé des mémos aux salariéEs les invitant à ne pas parler avec les manifestantEs, se plaignant qu'ils menaçaient leur emploi. Honeywell a commencé à faire plus de dons à la collectivité. Ils ont publié des annonces disant qu'ils « font de bonnes choses ». Ils ressentaient clairement la pression.

En avril 1975, la Guerre du Vietnam a pris fin. De 1975 à 1980 la campagne fut en sommeil, sauf pour le suivi juridique.

L'Union Américaine pour les Libertés Civiles a poursuivi Honeywell et le FBI pour conspiration pour avoir refusé des droits constitutionnels à des membres du Projet Honeywell et d'autres groupes locaux pour la paix. Le FBI avait des informateurs dans ces groupes de 1969 à 1972, ce qu'il a admis, mais il n'a jamais admis qu'ils aient fait quelque chose de mal. Le jugement a été rendu 1985, et 70 000 \$ ont été obtenus. Le Projet Honeywell a donné l'argent à Des Pelles pour le Laos, les pelles permettant aux paysans de mieux détecter le métal d'une bombe à fragmentation par rapport aux piques traditionnellement utilisées.

Le Projet Honeywell s'est à nouveau réuni en 1981. A l'assemblée des actionnaires de 1982, l'opposition aux contrats pour la fabrication de missiles MX a dominé la discussion. En 1982, le Projet Honeywell a également découvert que Honeywell fabriquait les bombes à fragmentation utilisées par les forces israéliennes qui bombardaient Beyrouth. Cette année-là, 36 personnes ont été arrêtées lors d'une action nonviolente au siège de la société. Le Projet Honeywell a créé une structure de participation pour organiser de grandes manifestations. La formation à la nonviolence était importante. Les rassemblements comprenaient une composante culturelle. En 1983, 577 personnes ont été arrêtées avant le déploiement des missiles Cruise et Pershing en Europe occidentale, pour avoir paralysé le siège pendant toute une journée. Les procès faisaient partie de la stratégie. Ils permettaient de poser le problème des dommages causés par ces armes, et occupaient le tribunal pendant un an.

De 1982 à 1990, le Projet Honeywell organisa deux fois par an des actions nonviolentes de désobéissance civile. Ils ont écrit des résolutions d'actionnaires pour arrêter la fabrication des bombes à fragmentation et pour la reconversion économique. Leur stratégie était basée sur l'organisation locale, tout en travaillant en réseau régionalement, nationalement et internationalement. La pression nationale et internationale était importante.

Ils ont augmenté leur visibilité pendant les années 1980 avec la participation de célébrités. La couverture médiatique était bonne, même si elle se concentrait plus sur les questions d'intérêt humain que sur les questions de reconversion économique. « 60 Minutes », un bulletin populaire américain

Honeywell

nonviolente contre les profiteurs de guerre

d'information télévisée, a filmé un sujet sur la firm Honeywell, mais soumis à des pression a dû couper la partie relative au Projet Honeywell.

Jim Benger a été président de Honeywell de 1968 à 1975. Les rencontres avec les dirigeants de Honeywell ont cessé avec son départ. Le nouveau président a reconnu que le moral des salariés était en berne du fait des années de manifestations, et a refusé de rencontrer le groupe.

En 1984, le Société Honeywell a organisé un forum sur « la recherche pour créer la paix » pour montrer qu'elle était intéressée par la paix. Ils ont rencontré d'autres groupes pour la paix, mais ont refusé de rencontrer le Projet Honeywell.

Il n'y a pas eu d'appel à boycotter les produits de Honeywell, même si beaucoup choisissent de ne pas acheter les produits faits par un fabriquant d'armes.

En 1989, Honeywell a essayé de vendre sa division armements, mais personne n'a voulu l'acheter. Du coup l'entreprise a créé une autre société : Alliant Tech Systems.

Honeywell a dit que la vente de sa division armements était due à une combinaison de facteurs économiques incluant la « fin de la Guerre froide ». Mais plutôt que de se séparer de cette

division, une nouvelle société florissante a été créée. Alliant Tech est le plus gros producteur de mines et de balles dans le monde. Honeywell disait que les manifestations n'avaient pas d'effet, mais ses actions contredisent ses paroles. Alliant Action a été créée en 1995.

Le Projet Honeywell peut se prévaloir de nombreux succès – tout le monde a su ce qu'était une bombe à fragmentation, ces armes n'étaient plus invisibles. Ceci renforça l'opposition à l'utilisation de telles armes et aux guerres pendant lesquelles elles étaient utilisées. Le Projet Honeywell a aidé à rendre le rôle des firmes dans la guerre plus visible, c'est devenu un modèle pour d'autres campagnes anti-firmes, notamment pour l'utilisation de l'action directe nonviolente. L'organisation a permis l'essor d'un puissant mouvement progressiste à Minneapolis, qui existe encore aujourd'hui.

Mais malgré ces succès, la production de bombes à fragmentation continue. Notre défi est de trouver des moyens pour arrêter ces marchands de mort. Comme le disait le fondateur du Projet Honeywell, Marv Davidov, « consacré à l'économie de guerre permanente, le mouvement doit être local, régional, national et international pour être efficace ».

Joanne Sheehan

Donner à l'Internationale des Résistant(e)s à la Guerre

Donner à l'Internationale de Résisten(e)s à la Guerre

par ordre permanent qui nous permet de planifier - prévenez nous. Nos contact bancaire son su la prochaine page.

par virement postal a War Resisters' International, en Euros a la Bank of Irland, IBAN IE91 BOFI 9000 9240 413547

par carte bancaire - remplissez les détails dans la deuxieme colonne, ou utilisez notre site web <http://wri-irg.org>

par cheque, payable a "WRI"

Paiement par carte de crédit internationale

Veuillez débiter ma carte de€/US\$/£

Carte : Visa/Access/Mastercad/American Express (veuillez rayer les mentions inutiles)

No de carte :

Date d'expiration : ___ / ___

Prénom et nom du titulaire de la carte :

Adresse de facturation (si différente de celle ci-contre)

Donnez en ligne à <http://wri-irg.org/fr>


Merci por votre solidarité

La boutique de l'IRG

Vous pouvez acheter les articles ci-dessous auprès de l'Internationale des Résistant-e-s à la Guerre en joignant au bon ci-dessous un chèque (en £/\$ ou €) à l'ordre de War Resisters' International que vous adressez à WRI-IRG, 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB. Vous pouvez aussi commander en ligne (paiement par carte bancaire) à <http://wri-irg.org/shop/shop-fr-eu.htm>.

Tous les prix sont ports compris, tous les documents imprimés sont en anglais.

Nb	Description	Prix
—	1-9 badge "fusil Brise", à l'unité	€2,25
—	10-90 badge "Fusil Brise" x 10	€14,00
—	100 badges "Fusil Brise", x 100	€117,50
—	 <i>Housmans Peace Diary 2006</i> avec son répertoire mondial des organisations ISSN 0957-0126 ISBN 0 85283-261 3	€12,00
—	Emily Miles: <i>CO Guide to the UN Human Rights System</i> (Guide de l'objo pour le système des droits de l'homme de l'ONU, IRG et Quaker UN office, Genève, 2000)	€19,00
—	<i>Resistance and Reconstruction</i> (Résistance and Reconstruction, Institute For Total Revolution, Vedchhi, 1988)	€7,25
—	Devi Prasad & Tony Smythe: <i>Conscription: A World Survey</i> (Conscription: une étude mondiale, IRG, Londres 1968)	€7,00
—	Peter Brock: <i>Testimonies of Conscience</i> (Témoignages de Conscience, à compte d'auteu, Toronto, 1997)	€7,00

Nb	Description	Prix
—	Brian Martin et al: <i>Nonviolent Struggle and Social Defence</i> (Luttes nonviolentes et défense sociale, IRG, Londres 1991)	€10,50
—	 Mitzi Bales (Hrsg.): <i>Opening Doors to Peace: A Memorial to Myrtle Solomon</i> (Portes ouvertes à la paix: un hommage à Myrtle Solomon, IRG, Londres 1991)	€7,00
—	Devi Prasad: <i>War is a Crime against humanity. The story of War Resisters' International</i> (La guerre est un crime contre l'humanité, histoire de l'IRG, Londres 2005)	€47,00
—	Vos Dons	€
Total		€
Nom :		_____
Adresse :		_____
Pays :		_____
Date :		_____ Signature : _____

Le Fusil Brisé

Le Fusil Brisé est le bulletin d'information de l'Internationale des RésistantEs à la Guerre. Il est publié en anglais, espagnol, français et allemand. Ceci est le numéro 71 de mai 2006.

Ce numéro est le fruit du travail de de Javier Garate. Tous nos remerciements à Joanne Sheehan et à FOKA (Action collective pour l'objection fiscale) ainsi que touTEs celles qui ont fourni les infos utilisées dans ce numéro. Pour vous procurer d'autres copies de ce Fusil Brisé, merci de contacter le bureau de l'IRG ou téléchargez-le de notre site internet.

Internationale des RésistantEs à la Guerre
5 Caledonian Rd, Londres N1 9DX, Grande Bretagne
Tél:+ 44 20 7278 4040
Fax:+ 44 20 7278 0444
info@wri-irg.org
<http://wri-irg.org/pubs/br71-fr.htm>



L'internationales de Résistant-e-s à la Guerre

Soutenir et mettre en relation les résistant-e-s à la Guerre à travers le monde

Merci d'envoyer vos dons dès aujourd'hui pour soutenir le travail de l'IRG

Je soutiens l'IRG:
(merci de cocher au moins une case)

- J'envoie un don de £/€.....à l'IRG
- J'ai besoin d'un reçu pour ce don
- Je remplis le formulaire au dos pour un prélèvement sur ma carte bancaire.
- Je vais mettre en place un virement permanent mensuel/trimestriel/annuel (barrer les mentions inutiles) de.....€ à l'ordre de War Resisters' International: IBAN IE91 BOFI 9000 9240 41 35 47 Bank of Irland
- Je souhaiterais recevoir un formulaire pour le virement permanent.

Voici mes coordonnées:

Nom : _____

Adresse : _____

Pays : _____

Envoi des dons (chèques en euros à l'ordre de War Resisters' International) à IRG, 5 Caledonian Rd, N1 9DX, Londres, GB)